



**P.P.** CH-1951  
Sion

Poste CH SA

Monsieur  
Guy Parmelin  
Conseiller fédéral  
Chef du Département fédéral de  
l'économie, de la formation et de la  
recherche  
Palais fédéral est  
3003 Berne



Notre réf. SCA/GD/nnr  
Votre réf. OFAG

Date 27 avril 2022

## Train d'ordonnances agricoles 2022 - Consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le Canton du Valais vous remercie de l'avoir consulté sur les projets d'ordonnances agricoles 2022 et vous transmet sa prise de position.

Cette révision 2022 est saluée sous les réserves suivantes :

### A. Paiements directs

La transformation des paiements directs en un instrument d'exécution pour toutes sortes de législations se poursuit. La justification donnée est que les agriculteurs reçoivent des paiements directs et doivent donc respecter les exigences de toutes les autres législations ou, à défaut, les contributions sont réduites. En procédant ainsi, les autres secteurs d'exécution transfèrent la tâche de contrôle aux Services de l'agriculture, qui agissent seuls sous le dogme de la coordination des contrôles. Ce procédé génère une société à deux vitesses. D'un côté, les agriculteurs qui, en cas d'infraction, risquent non seulement une amende, mais aussi une diminution des paiements directs. De l'autre, tous les autres administrés, qui ne doivent s'attendre qu'à une amende et dont les chances d'être pris en flagrant délit d'infraction sont bien moindres. Après l'intégration dans les paiements directs de prescriptions lourdes pour l'agriculture dans les domaines de la protection et du bien-être des animaux, de la protection de la nature et du paysage, de la protection de l'environnement et de la protection des eaux, la présente révision prévoit encore non seulement de nouvelles conditions sur l'épandage d'engrais de ferme à faible taux d'émission, mais surtout de nouvelles charges portant sur le contrôle des contrats de travail. Cette atteinte à la liberté contractuelle privée n'est pas acceptable.

### B. Protection contre le loup

Après l'échec de la votation populaire sur la révision de la loi sur la chasse, il est urgent d'agir. Le Conseil fédéral et le Parlement l'ont reconnu et s'activent à différents niveaux. La Conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture (CDCA) rappelle que la gestion efficace des grands prédateurs passe par la régulation des effectifs, la prise en charge des coûts des mesures de protection et des dommages par la Confédération, y compris dans les zones non protégées et le tir exceptionnel d'animaux individuels, afin de protéger les troupeaux et l'homme.

Ce dernier point est également demandé par le postulat Bulliard (20.4548). Les adaptations proposées des dispositions relatives à l'estivage en sont la décevante mise en œuvre. Il n'est pas prévu de renforcer l'économie de montagne et d'alpage, mais de lui imposer des coûts supplémentaires et des contraintes étrangères à la pratique qui, en fin de compte, ne mettent pas



un frein au loup, mais favorisent son espace de déplacement. Les normes relatives à l'estivage doivent être fondamentalement remaniées conformément à nos suggestions.

Il ressort du rapport explicatif que la décision du Conseil fédéral concernant les ordonnances révisées n'est attendue qu'en novembre/décembre 2022, soit dans 8 à 9 mois, pour une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Vu les raisons évoquées ci-dessus, c'est nettement trop tard. Il serait plus approprié de prendre une décision peu après les vacances d'été.

### C. Préservation des races autochtones

Le Valais salue la proposition de soutenir la préservation des races suisses. Les races indigènes ont une importance culturelle et touristique en montagne. De plus, les races indigènes sont souvent mieux adaptées au pâturage en montagne et à l'estivage, ce qui plaide encore plus en faveur du soutien de ces races. Le Conseil d'Etat est donc particulièrement heureux de l'introduction d'une nouvelle contribution à l'UGB. L'objectif d'inciter plus fortement les paysans à détenir et préserver ces races est plus que souhaitable si la Suisse veut maintenir une biodiversité chez les animaux de rente. L'enveloppe prévue à cet effet est un bon début qui permet d'ancrer le principe de ce soutien. Toutefois, le pas franchi demeure trop court et en reste au niveau du « remerciement » plutôt que d'atteindre l'objectif d'une réelle incitation qui devrait viser à mieux réduire l'écart économique entre races autochtones et races « mondialisées » aux performances économiques très élevées. C'est à ce prix que les cheptels de races suisses pourront vraiment perdurer.

Nous invitons le Conseil fédéral à un créer un budget spécifique de préservation qui permette aux races autochtones suisses d'enrayer réellement leur déclin. Il s'agit d'augmenter fortement les taux de contribution visés dans le projet à 3.9 millions de francs. Ce budget n'est de loin pas suffisant. L'heure devient grave et pour maintes de nos races autochtones, le temps est désormais compté ! Pour être efficaces, les soutiens doivent atteindre le plus vite possible un montant de l'ordre de 1'500 fr. par UGB à statut « critique » et de 1'000 fr. par UGB à statut « menacé ». La Suisse peut se le permettre.

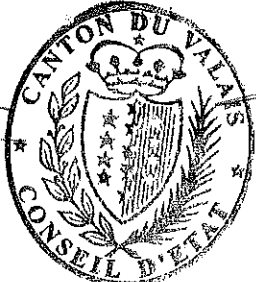
Le projet ne tient toutefois pas compte du mandat du Parlement (cf. mo. 21.3229 « Préservation des races indigènes d'animaux de rente »), selon lequel les animaux qui revêtent une importance particulière pour une région sur le plan agricole, touristique, culturel et identitaire doivent bénéficier d'un soutien particulier. Pour le tourisme de montagne, il est très important de promouvoir spécialement les races marquantes, car elles font partie du paysage culturel qui fait l'originalité touristique des régions concernées. De plus, de nombreuses traditions sont liées à ces animaux, qui donnent aux villages une identité culturelle et une cohésion. Nous vous demandons donc de tenir compte de ce critère lors de l'attribution des contributions.

Les éléments de détail figurent dans le formulaire annexé.

En restant à votre disposition pour tout complément utile, nous vous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'expression de notre considération distinguée.

Au nom du Conseil d'Etat

Le président  
Frédéric Favre



Le chancelier  
Philipp Spörri

**Annexe** Formulaire-réponse officiel  
**Copie à** par courriel à [gever@blw.admin.ch](mailto:gever@blw.admin.ch)

**Vernehmlassung zum landwirtschaftlichen Verordnungspaket 2022**  
**Procédure de consultation sur le train d'ordonnances agricoles 2022**  
**Procedura di consultazione sul pacchetto di ordinanze agricole 2022**

Organisation / Organizzazione	Conseil d'Etat du Valais
Adresse / Indirizzo	Palais du Gouvernement Place de la Planta 1950 Sion
Datum, Unterschrift / Date et signature / Data e firma	11 avril 2022

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme elektronisch an [gever@blw.admin.ch](mailto:gever@blw.admin.ch).  
**Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument zur Verfügung stellen. Vielen Dank.**  
 Merci d'envoyer votre prise de position par courrier électronique à [gever@blw.admin.ch](mailto:gever@blw.admin.ch). Un envoi en format Word par courrier électronique facilitera **grandement notre travail. D'avance, merci beaucoup.**  
 Vi invitiamo a inoltrare i vostri pareri all'indirizzo di posta elettronica [gever@blw.admin.ch](mailto:gever@blw.admin.ch). **Onde agevolare la valutazione dei pareri, vi invitiamo a trasmetterci elettronicamente i vostri commenti sotto forma di documento Word. Grazie.**

Die Umwandlung der Direktzahlungen zu einem Vollzugsinstrument für alle möglichen Gesetzgebungen schreitet ungebremst fort. Die Begründung ist immer die gleiche: Die Landwirte erhalten Direktzahlungen, also können sie diese und diese gesetzlichen Vorschriften auch einhalten bzw. bei Nichteinhaltung werden ihnen die Direktzahlungen gekürzt. Mit diesem Vorgehen übertragen diese anderen Vollzugsbereiche auch gleich die Aufgabe der Kontrolle an die Landwirtschaftsämter, welche unter dem Dogma der Kontrollkoordination brav mitspielen. Dieses Vorgehen lässt eine Zwei-Klasse-Gesellschaft entstehen. Einerseits die Landwirte, denen bei einem Verstoß nebst einer Busse auch noch eine Kürzung der Direktzahlungen droht. Auf der anderen Seite alle anderen, die lediglich mit einer Busse rechnen müssen und deren Chancen bei einem Verstoß erwischt zu werden erst noch um ein Vielfaches geringer sind. Nachdem landwirtschaftsrelevante Vorschriften aus den Gebieten Tierschutz / Tierwohl, Natur- und Landschaftsschutz, Umweltschutz und Gewässerschutz bereits in den Vollzug der Direktzahlungen eingebaut wurden, folgt mit dieser Revision noch der Vollzug der emissionsarmen Hofdüngerausbringung. Im Rahmen der Anpassungen der Sommerungsbestimmungen soll noch die Kontrolle von Arbeitsverträgen dazukommen. Diesen Eingriff in die private Vertragsfreiheit lehnen die Kantone entschieden ab. Das geht zu weit.

Nach der gescheiterten Volksabstimmung zum revidierten Jagdgesetz ist dringender Handlungsbedarf gegeben. Bundesrat und Parlament haben dies erkannt und sind auf verschiedenen Ebenen aktiv. Die LDK erinnert daran, dass zum erfolgreichen Umgang mit Grossraubtieren die Bestandesregulierung, die Übernahme der Schäden durch den Bund auch in nicht schützbarer Gebieten, der Abschluss auffälliger Einzeltiere zur Durchsetzung der Herdenschutzmassnahmen und des Respekts vor dem Menschen sowie die ausgebaute Kostenübernahme für Herdenschutz- und weitere Massnahmen durch die öffentliche Hand zählen. Letzteres fordert auch das Postulat Bulliard (20.4548). Die vorgeschlagenen Anpassungen der Sommerungsbestimmungen sollen dazu die enttäuschende Umsetzung sein. Vorgeschlagen wird nicht die Stärkung der Berg- und Alpwirtschaft, sondern ihr werden weitere Kosten und praxisfremde Vorschriften aufgebürdet, die letztlich dem Wolf nicht Einhalt gebieten, sondern seinen Bewegungsraum fördern. Die vorgeschlagenen Anpassungen der Sommerungsbestimmungen sind entsprechend unseren Vorschlägen grundlegend zu überarbeiten.

Aus dem erläuternden Bericht ist zu ersehen, dass der Entscheid des Bundesrates über die revidierten Verordnungen erst im Zeitraum November / Dezember 2022 zu erwarten ist, also erst in 8 bis 9 Monaten! Bei einem Inkrafttreten per 1. Januar 2023 und aufgrund der oben ausgeführten Gründe, ist dies deutlich zu spät. Angemessen wäre ein Entscheid kurz nach den Sommerferien

BR 01 Ordonnance sur le droit foncier rural (211.412.110)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 4a al. 1 (nouveau) Coordination des procédures	Le nouvel alinéa 1 doit être supprimé.	Cette extension de la coordination de décisions LDFR avec la LAT n'a aucun sens. Dans la majorité de ces cas, le changement d'affectation des constructions hors zone à bâtir respectivement le changement de leur utilisation d'agricole à non agricole ne nécessite pas d'autorisation cantonale. En outre nous n'autorisons pas un morcellement ou une exclusion de biens-fonds du champ d'application de la LDFR sans avoir une décision de l'autorité compétente en matière d'autorisation de construire (pour les cas nécessitant une autorisation) qui coordonne sa décision avec la LAT.  La modification proposée crée une lourdeur administrative supplémentaire et inutile.
Art. 5 al. 3 (nouveau) Compétences de l'Office fédéral de la justice (notifications des décisions de première instance)	Le nouvel alinéa 3 doit être supprimé.	L'art. 83 LDFR précise de manière exhaustive à qui sont notifiées les décisions des autorités de première instance. Le Conseil fédéral ne peut pas outrepasser les dispositions légales en la matière. La modification proposée nécessite une modification de la LDFR.  Nous ignorons pour quelle raison la première instance devrait notifier les décisions mentionnées à cet article 5 alinéa 3 à l'Office fédéral de la justice. Cet office n'a pas un droit de recours à ce stade de la procédure.

Il y a déjà un contrôle par l'autorité cantonale de surveillance. Il n'est pas nécessaire d'avoir un contrôle supplémentaire par l'administration fédérale. En plus, le choix des décisions à notifier à l'Office fédéral de la justice est parfaitement subjectif.

La disposition proposée, par un choix purement arbitraire, crée une nouvelle insécurité juridique quant au caractère définitif et exécutoire de l'ensemble des décisions administratives rendues en matière de LDFR.

**BR 02 Direktzahlungsverordnung / Ordonnance sur les paiements directs / Ordinanza sui pagamenti diretti (910.13)**

**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:**

La révision de l'OPD proposée est relativement limitée à l'exception des nouvelles mesures pour la protection des troupeaux.

Le SCA est d'accord sur les principales modifications proposées, sous réserve de certaines exceptions :

- Augmentation des contributions à l'estivage des moutons dans les systèmes de pacage protection contre les grands prédateurs : nous soutenons fondamentalement cette mesure sous réserve des points relevés plus loin.
- Contributions d'estivage et contributions à la biodiversité versées intégralement, si désalpe précoce à cause de grands prédateurs : nous soutenons fortement cette mesure.

Nous demandons cependant :

- o La possibilité de faire un versement rétroactif pour 2022.
- o La possibilité d'ajouter les contributions pour qualité du paysage.

- Alimentation du bétail dans les régions d'estivage : OK.

- Elargissement « SPB prairie riveraine » aux plans d'eau : OK.

- Versement par le canton avec les sites de production d'une exploitation agricole et non pas le domicile : OK.

- Mesures de prévention ou de lutte contre les organismes de quarantaine et les organismes nuisibles particulièrement dangereux prioritaires sur PD : OK.

- Bilan de fumure PER : bilan de fumure simplifié (rapide) : OK mais le système doit être développé dans le programme dNPSM et non pas dans les systèmes cantonaux.

- Fin de l'exclusion immédiate de la SAU en cas d'envahissement par les mauvaises herbes : les cantons doivent accorder un délai pour les surfaces envahies par les mauvaises herbes avant d'exclure les surfaces concernées de la SAU : OK.

Afin de profiter d'une bonne opportunité d'augmenter la biodiversité dans le vignoble, secteur actuellement en grande difficulté économique, nous vous prions instamment de soutenir les **jachères florales après vigne en zones de montagne**.

Im Rahmen der Strukturdatenerfassung sieht die DZV neu einen sog. Schnelltest vor, dessen Resultat darüber entscheidet, ob ein Betrieb eine ausführliche Nährstoffbilanz rechnen muss oder nicht. Gemäss Erläuterndem Bericht (S. 17) ist vorgesehen, dass dieser Schnelltest in den kantonalen Systemen gerechnet werden kann. **Nous sommes absolument opposés à ce que ce développement se fasse dans les systèmes cantonaux. Il doit se faire dans le projet dNPSM de la Confédération qui disposera de toutes les données nécessaires.**

Les points précités, ainsi que les adaptations de détail sont développés ci-dessous.

<b>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag Proposition Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</b>
Liste der Verordnungen und wichtige Änderungen (Seite 3)	Es muss heissen, dass die ständige Behirtung und das System einer Umtriebsweide mit Herdenschutzmassnahmen vermehrt unterstützt wird.	In der Liste der Verordnungen und wichtige Änderungen auf Seite 3 wird eine Erhöhung der Sommerungsbeiträge für Schafe, welche in geschützten Weidesystemen gehalten werden, angekündigt. Das ist irreführend, da eine ständige Behirtung mit zwei Hirten gemäss BAFU keine anerkannte Herdenschutzmassnahme darstellt. Daher ist im Verordnungstext zu präzisieren, dass solche Alpen die zusätzlichen Beiträge auch erhalten, wenn der Kanton die Behirtung als Herdenschutzmassnahme definiert hat.
Erläuterungen Abschnitt 2.1 Ausgangslage, Abs. 2 (Seite 14)	Die Finanzierung für geschützte Weidesysteme wird innerhalb des landwirtschaftlichen Zahlungsrahmens geregelt. Die Aufgabenteilung zwischen BLW und BAFU muss daher besser geklärt wird.	Der Verordnungsentwurf und die Finanzierung gemäss Abschnitt 2.4.1 Erläuterungen widersprechen dem Grundsatz, dass für den Herdenschutz und die entsprechenden Massnahmen die Jagdgesetzgebung resp. das BAFU zuständig ist.  Die Aufgabenteilung zwischen BLW und BAFU ist im Bereich Herdenschutz unklar.
Erläuterungen Abschnitt 2.4.1 (Seite 23)	Eine Umlagerung innerhalb des landwirtschaftlichen Zahlungsrahmens für Direktzahlungen von den Übergangsbeiträgen zu den Kulturlandschaftsbeiträgen zur Finanzierung des Schutzes der Nutztiere vor Grossraubern wird abgelehnt. Sämtliche anfallende Kosten müssen durch eine Aufstockung des landwirtschaftlichen Zahlungsrahmens finanziert werden.	



<p>Art. 31 al. 2</p> <p>Max 100kg aliments concentrés, herbe séchée et maïs séché par PN</p>	<p>OK</p>	
<p>Art. 35 al. 2 bis</p> <p>Adaptation « prairie riveraine »</p>	<p>OK</p>	
<p>Art. 48 al. 1</p> <p>Gardiennage par un berger</p>	<p>OK</p>	<p>Dans le cadre de la gestion des grands prédateurs et en particulier du loup, la qualité des bergers engagés est primordiale. De plus, dans la situation d'un gardiennage permanent, un berger doit toujours être présent avec le troupeau pour diriger ce dernier. Si deux bergers sont présents, un doit rester systématiquement avec le troupeau (en permanence) ce qui laisse du temps au 2<sup>ème</sup> berger pour accomplir différentes tâches comme la pause de clôtures.</p> <p>Selon l'expérience, un troupeau sous le régime de gardiennage permanent où le berger est absent pendant un laps de temps, voire plusieurs heures, ne fonctionne pas.</p>
<p>Art. 48 al. 2</p> <p>Pacage tournant avec minimum 300 moutons</p>	<p>Abs. 2 streichen</p>	<p>Falls nicht gesteichen :</p> <p>Le nombre de bêtes doit être calculé automatiquement dans le BBS et ne pas être à la charge du canton. Dès 2024, ce chiffre sera extrait de la BDTA et devra être automatiquement calculé par le BBS.</p>
<p>Art. 55 al. 1 let. g</p> <p>Prairies riveraines</p>	<p>OK</p>	<p>Nous sommes d'accord d'élargir cette SPB aux plans d'eau.</p>
<p><b>NOUVEAU art. 55 al. 3</b></p> <p>Jachères florales dans vigne ZM 1 à 4</p>	<p><b>Art. 55</b></p> <p><b>3</b> Pour les surfaces suivantes, les contributions ne sont versées que dans les zones et régions suivantes:</p>	<p><b>La situation économique vitivinicole suisse est difficile actuellement, et nous allons au-devant de potentiels nombreux arrachages de parcelles de vigne ces prochaines années. Pour l'instant, toute parcelle nouvellement arrachée reste en cadastre vigne pendant 10 ans au maximum.</b></p>

	<p>a. <u>surfaces visées à l'al. 1 let. h (sauf après vigne), i et q: zone de plaine et zone des collines;</u></p> <p><u>abis. (nouveau) surfaces visées à l'al. 1 let. h (uniquement jachères florales après vigne) : zone de plaine, zone des collines et zones de montagne I, II, III et IV;</u></p> <p>b. <u>surfaces visées à l'al. 1 let. k : zone de plaine, zone des collines et zones de montagne I et II, et uniquement après vigne zones montagne III et IV;</u></p> <p>c. ....</p>	<p>Ces parcelles pourraient être mises en jachère florale pour promouvoir la biodiversité et l'amélioration de l'activité biologique du sol.</p> <p>Actuellement, les jachères florales sur terres assolées et cultures pérennes ne sont autorisées que dans les zones de plaine et des collines. Cependant en Suisse, le vignoble s'étend potentiellement jusqu'en zone de montagne IV. De plus, en complément des SPB « surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle », il serait très intéressant d'un point de vue biodiversité d'inciter les viticulteurs à mettre en place d'autres types de SPB dans le vignoble. Les prairies extensives sont actuellement peu attractives financièrement et nécessitent de sortir le produit de la fauche de parcelles souvent difficiles d'accès. Les pâturages extensifs, quant à eux, sont peu adaptés aux surfaces dans le vignoble. Les jachères florales, voire les ourlets, permettraient d'amener cette biodiversité dans le vignoble, tout en permettant au viticulteur, en cas d'amélioration de la situation vitivinicole, de reconstituer la parcelle en vigne (possible sans demande particulière pendant 10 ans).</p> <p>L'entretien des jachères et des ourlets est réalisable même dans des parcelles difficilement mécanisables. De plus, ces surfaces sont plus attractives financièrement.</p>
<p>Art. 77</p> <p>Biffer contributions pendillards</p>		
<p>Art. 98 al. 2 bis</p> <p>Canton de situation de l'exploitation verse PD</p>	<p>OK</p>	<p>Nous saluons cette proposition qui permet des simplifications administratives en particulier pour les contrôles.</p>
<p>Art. 98 al. 3 let. d ch. 1</p> <p>Lors de la demande : catégorie et nombre de lamas et alpagas</p>	<p>OK mais nous proposons que ces catégories soient introduites dans la BDTA et que l'annonce se fasse non plus par le relevé des animaux cantonal mais par cette plateforme</p>	<p>Cette introduction dans la BDTA permet que toutes les catégories soient dans la même plateforme (simplification administrative).</p>

<p>Art. 99 al. 1 et 2 Délai demande pour acquisition pulvérisateur fixé par canton</p>	<p>OK</p>	<p>C'est la pratique actuelle.</p>
<p>Art. 99 al. 5 Délai identique pour CER</p>	<p>OK</p>	<p>C'est la pratique actuelle.</p>
<p>Art. 107 al. 3 Primauté de mesures de lutte contre organismes de quarantaine</p>	<p>OK</p>	<p>Nous saluons cette mesure.</p>
<p>Art. 107a Désalpe prématurée pas de réduction contribution estivage et biodiversité</p>	<p>Compléter avec la contribution pour la qualité du paysage. 1 Si des exploitations d'estivage et des exploitations de pâturages communautaires doivent effectuer prématurément une désalpe en raison de la mise en danger des animaux de rente par les grands prédateurs, le canton peut renoncer à une adaptation de la contribution d'estivage selon l'art. 49 al. 2 let. c, <b>pour la qualité du paysage selon l'annexe 7 ch 4.1 let. b</b> et de la contribution à la biodiversité selon l'annexe 7 ch. 3.1.1 ch. 12 si : a. dans le cas d'alpages protégés par des mesures de protection raisonnables visées à l'art. 10quinquies al. 1 de l'ordonnance du 29 février 1988 sur la chasse (OChP), des mesures de protection supplémentaires contre les grands prédateurs seraient disproportionnées; b. dans le cas d'alpages dans lesquels les mesures de protection ne sont pas considérées comme raisonnables conformément à l'art. 10quinquies al. 2 OChP, aucune adaptation de la contribution d'estivage n'a été effectuée au cours des quatre années précédentes en raison d'une désalpe précoce due aux grands prédateurs.</p>	<p>La contribution pour la qualité du paysage doit aussi être maintenue. Les adaptations nécessaires doivent pouvoir se faire automatiquement dans le BBS, et non pas manuellement dans les cantons, car la charge en travail est importante. Le canton fait la procédure et introduit simplement dans le système cantonal d'information des données agricoles : exploitation avec OK désalpe prématurée. La procédure doit être simple car elle doit être réglée rapidement afin de permettre le versement de la contribution. Nous proposons que seuls les spécialistes cantonaux compétents pour la protection des troupeaux soient consultés. Mit zumutbaren Herdenschutzmassnahmen geschützte Alpen und nicht schützbar Alpen erfüllen die Bedingungen, dass die vollen Beiträge ausbezahlt werden.</p>

	<p>2 L'exploitant doit déposer la demande de non-adaptation de la contribution d'estivage et de la contribution à la biodiversité <u>et qualité paysage</u> auprès de l'autorité désignée par le canton concerné. Celle-ci consulte les spécialistes cantonaux compétents pour la protection des troupeaux <u>et la chasse</u> lors de l'évaluation de la demande. Les cantons règlent la procédure.</p> <p>Der Begriff «Gefährdung der Nutztiere durch Grossraubtiere» ist klarer zu definieren.</p>	<p>Die Abalpfung kann für eine sinnvolle Herdenschutzmassnahme sein für Alpen, auf denen das Ergreifen von Schutzmassnahmen nicht zumutbar ist. Mindestens in einer Übergangsphase sollte daher diese Massnahme akzeptiert und unterstützt werden.</p>
<p>Art. 107a Abs. 1 Bst. b und c (neu) (Seite 27)</p>	<p><b>Die Einschränkung der Massnahme auf einmal in vier Jahren ist zu streichen:</b></p> <p><b><i>b. bei Alpen, auf denen nach Artikel 10<sup>quingies</sup> Absatz 2 JSV das Ergreifen von Schutzmassnahmen als nicht zumutbar erachtet wird, in den vorangehenden vier Jahren keine Anpassung des Sommerungsbeitrags aufgrund einer von Grossraubtieren bedingten vorzeitigen Abalpfung erfolgte.</i></b></p> <p>Ev. als Variante: auf Alpen, auf denen das Ergreifen von Herdenschutzmassnahmen zumutbar ist, die aber keine Massnahmen ergriffen haben, soll einmal in vier Jahren eine Abalpfung möglich sein.</p>	<p>Für Alpen, die nicht schützenswert sind, kann die vorzeitige Abalpfung eine Herdenschutzstrategie sein.</p> <p>Alpen bei denen das Ergreifen von Schutzmassnahmen als nicht zumutbar erachtet wird, sollen mehrere Jahre (ev. begrenzen) abalpen können, ohne dass ihnen die Beiträge gekürzt werden. Ansonsten entsteht ein Zwang und hoher Druck auf strukturelle Anpassungen bei den Alpen. Die Bewirtschaftung brauchen aber Zeit für diese Anpassungen. Es ist nicht noch zusätzlicher Druck aufzubauen.</p> <p>In Gebieten, die nicht Streifgebiet eines Rudels sind und wo kein residenter Wolf lebt, ist es unverhältnismässig vorsorglich einen wirksamen Herdenschutz gemäss Vollzugsrichtlinie Herdenschutz umzusetzen. Im Jahr, wenn der Wolf auftaucht, sollen auch Alpen, auf denen das Ergreifen von Herdenschutzmassnahmen zumutbar ist, die aber keine Massnahmen ergriffen haben, eine Abalpfung möglich sein.</p>
<p>Ordonnance protection des eaux</p> <p>Art. 41c al. 4 :</p> <p>Prairies riveraines</p>	<p>OK</p>	

<b>Annexe 1 PER</b>		
Ch. 2.1.9 UGB/ha fertilisable + hodufllu + engrais minéraux. sans calcul bilan N	OK	
Ch. 2.2.2 Pas d'analyse de sol si ok UGB/ha	OK	
<b>Annexe 2 estivage</b>		
Ziffer IV Abs. 2 (Seite 28)	Die rückwirkende Inkraftsetzung der Abalpfung per 1.1.2022 ist zu befüworten.	Betriebe grösser 500 Schafe von einem System mit nur einem Hirten auszuschliessen (siehe Antrag zu Anhang 7 Ziff. 1.6.1 Bst. a) ist abzulehnen.  Wenn dieser Beitrag trotz unserer ablehnenden Haltung wie vorgeschlagen eingeführt wird, dann muss zwingend eine längere Übergangsfrist gewährt werden (zuwenig Hirten und Unterkünfte).  Es gibt genügend Beispiele von behirteten Alpen mit mehr als 300 Tieren, welche nur von einem Hirten geführt werden und sehr gut bewirtschaftet werden!!
Ziffer 4.1.1 (Seite 31)	OK	Voir art. 48 al. 1 ci-dessus.
Ch. 4.2a. 1 Pâturage tournant avec mesures de protection idem pâturage tournant	OK	

<b>Annexe 7 contributions</b>		
Ziffer 1.6.1 Bst. a (Seite 33)	OK	Voir art. 48 al. 1 ci-dessus.
<b>Annexe 8 réduction PD</b>		
Ch. 2.1.7 let. b Surface fortement envahie de mauvaises herbes : réduction après délai d'assainissement	OK	Nous saluons cette proposition qui permet de prendre des mesures de lutte contre les adventices et les plantes envahissantes sans enlever les paiements directs. L'incitation est ainsi beaucoup plus forte.
Ch 2.2.3 let. d Réduction si test rapide Swissbilanz manquant, incomplet, erroné, inutilisable	OK	
Ch 2.4.10 let. a Référence à la définition pré à litière dans OTerm	OK	
Ch 2.4.12 Adaptation terminologie prairies riveraines	OK	
Ch 3.2.4 Adaptation de la réduction si durée d'estivage ne concerne pas l'ensemble du cheptel	OK	

Ch. 3.5 Réduction aussi si journal engrais, fourrage, animaux, etc. lacunaire	OK		
Ch 3.5 Réduction liée au manquement journal... uniquement après expiration du délai supplémentaire	OK		
Ch 3.6.2 et 2.7.2 Pas de réduction si manquement pas supérieur à 10%	OK		
Ch. 3.7.4 let. a Réduction si non-respect berger et chien selon nombre de moutons	OK		La règle doit cependant être modifiée en fonction des demandes précédentes ci-dessus.
Ch. 2.7.4 let. n Rémunération du berger non usuelle	Biffer		Nous refusons cette exigence donc aussi cette réduction.
Ch. 3.7.6 Réduction pâturages tournants avec mesures de protection	OK		

<p>Verordnung über die Jagd und den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel (Jagdschutzverordnung, JSV, SR 922.01)</p>		
<p>Art. 10<sup>quater</sup> Herdenschutzhunde JSV</p>	<p>Biffer l'obligation d'utiliser uniquement des races de chiens reconnues.</p>	



BR 03 Einzelkulturbeitragsverordnung / Ordonnance sur les contributions à des cultures particulières / Ordinanza sui contributi per singole colture (910.17)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali: OK	
---	--

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 1 al. 1 let. d et 3 let. c Soutien pour légumineuses sèches	OK	
Art. 2 let. e Contribution légumineuses sèches = 1000.-/ha	OK	

**BR 04 Verordnung über die Koordination der Kontrollen auf Landwirtschaftsbetrieben / Ordonnance sur la coordination des contrôles dans les exploitations agricoles / Ordinanza sul coordinamento dei controlli delle aziende agricole (910.15)**

**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:**

OK

Die Einbindung der Kontrollen der Anforderungen zur Lagerung und Ausbringung flüssiger Hofdünger gem. LRV in die VKKL können wir zustimmen, wobei das Kontrollintervall, analog den übrigen Kontrollen des ÖLN, ebenfalls 8 Jahre betragen muss.

Der erläuterte Bericht hält fest, dass sich die eingeführte risikobasierte Kontrollsystem aus der Sicht der Kantone bewährt habe, was stimmt. Jedoch habe sich die Vorgabe, dass pro Kanton jährlich 5% der Betriebe risikobasiert zu kontrollieren seien, letztlich als zuwenig risikobasiert erwiesen. Dies weil Neuanmeldungen ebenfalls zu den 5% zählen. Der Vorschlag führt jedoch zu einer explosionsartigen Häufung der Kontrollen, gerade auch wegen des im erläuternden Bericht vorgebrachten Arguments, mit den Änderungen der DZV auf 2023 seien viele Neuanmeldungen zu erwarten, womit der Anteil risikobasierter Kontrollen nach bisheriger Ordnung praktisch auf null sinke. Wenn die Anzahl Kontrollen insgesamt im bisherigen Rahmen bleibt, können wir der separaten Betrachtung der Neuanmeldungen zustimmen. Um dieses Ziel zu erreichen, ist jedoch der %-Satz risikobasierter Kontrollen von 5% auf 3% zu senken

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 1 al. 2 let. d et e  Biffer la référence aux ordonnances sur l'élevage	OK	Nous saluons cette suppression qui simplifie la coordination des contrôles.
Art. 1 al. 2 e  Introduire ordonnance protection air	Elle s'applique aux contrôles réalisés en vertu des ordonnances suivantes : e.) ordonnance du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air, annexe 2, ch. 552 55	Inscrire OPair annexe 2 ch. 55 au lieu de ch. 552 afin de couvrir tant l'entreposage que l'épandage des engrais de ferme liquides.

<b>Artikel, Ziffer (Anhang)</b> <b>Article, chiffre (annexe)</b> <b>Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag</b> <b>Proposition</b> <b>Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>
Art. 3 al. 1  Contrôle mesure protection air chaque 8 ans	Les dispositions des ordonnances mentionnées à l'art. 1 al. 2 let. b-à-e b. c et e doivent être contrôlées dans un délai de huit ans <del>au moins</del> <u>au plus</u>	Il est important de les faire chaque 8 ans comme les PER et non pas chaque 4 ans.  L'OPair accorde un délai d'assainissement de 6 à 8 ans pour l'assainissement des installations d'entreposage d'engrais de ferme liquides ne disposant pas de couverture. Cela mène à 2028-2030. Mais ce sont les contrôles de terrain qui vérifieront la mise en œuvre et qui détermineront au besoin la nécessité d'assainir. Nous relevons toutefois que selon le ch. III al. 2 de la modification, la modification de l'art. 3 al. 1 ne devrait entrer en vigueur en janvier 2024 seulement. Il s'agira donc de s'assurer de la faisabilité des contrôles puis de la réalisation des éventuels assainissements dans ce laps de temps.  <del>« au moins au plus »</del> : La formulation française actuelle n'a pas de sens ; elle ne correspond par ailleurs pas à la version allemande (« innerhalb von »).
Art. 3 al. 5  Précision 40% non annoncé contrôle de base bien-être des animaux	OK	
Art. 5 al. 3 et 6  Idem précision	OK mais réduire à 3%	

**BR 05 Ordonnance sur l'agriculture biologique (910.18)**

**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:**

La loi fédérale sur l'agriculture ne considère par l'aquaculture comme de l'agriculture. Une reconnaissance de ce type uniquement dans l'ordonnance fédérale sur l'agriculture biologique n'est pas pertinente et aurait des implications sur passablement d'autres ordonnances, dont l'ordonnance fédérale sur les paiements directs.

<b>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag Proposition Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</b>
<p>Art. 2 Abs. 5<sup>bis</sup> Bst. h</p>	<p>Streichen von Art. 2 Abs. 5<sup>bis</sup> Bst. h entsprechend der aktuellen Bio-Verordnung.</p> <p>Alternativvorschlag Wird der vorgesehene Art. 2 Abs. 5<sup>bis</sup> Bst. h nicht gestrichen, so ist eine Anpassung nötig: Nicht zertifizierungspflichtig sind h. die Vermarktung von unverpackten Erzeugnissen, ausgenommen Futtermittel, sofern:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. die Erzeugnisse direkt den Konsumentinnen und Konsumenten <i>am Ort der Verkaufsstelle und keine vergleichbaren konventionellen Produkte</i> abgegeben werden,</li> <li>2. ....</li> <li>3. Präzisieren sowie Angabe von deutlich tieferen Mengen (alle Erzeugnisse zusammen max. 1'000 kg) und Einnahmen (alle Erzeugnisse zusammen max. 4'000 Fr.).</li> </ol>	<p>Die Vermarktung von unverpackten Erzeugnissen soll neu nicht mehr zertifizierungspflichtig sein, u.a. wenn</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- die Erzeugnisse direkt der Konsumentenschaft abgegeben werden und</li> <li>- die jährlich verkaufte Menge von 5'000 Kilogramm nicht überschritten wird oder der Jahresumsatz unter 20'000 Franken liegt.</li> </ul> <p>Gemäss Erläuterungen sei dies vergleichbar mit Art. 2 Abs. 5<sup>bis</sup> Bst. c der Bio-Verordnung (Lagerung und Vermarktung von verkaufsfertigen verpackten und etikettierten Erzeugnisse). Der in den Erläuterungen aufgeführte Vergleich mit Art. 2 Abs. 5<sup>bis</sup> Bst. c ist nicht sinnvoll.</p> <p>Das Missbrauchspotential ist bei <i>unverpackten</i> Lebensmitteln bedeutend höher als bei verpackten Erzeugnissen.</p> <p>Kommt hinzu, dass sich beim Vorschlag die Abgabe <i>nicht nur auf die Abgabe am Ort der Verkaufsstelle</i> beschränkt. Ein Onlinehandel wäre z.B. auch möglich, was zur Erhöhung des Missbrauchspotentials bei unverpackten Bio-Lebensmitteln führt. Die direkte Abgabe von unverpackten Lebensmitteln wäre ebenfalls an ausländische Kunden denkbar.</p>

<b>Artikel, Ziffer (Anhang)</b> <b>Article, chiffre (annexe)</b> <b>Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag</b> <b>Proposition</b> <b>Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>
<b>Art. 8</b>	Angleichung der Umstellungsverfahren an die Öko-Verordnung (EU) 2018/848.	<p>Auch wäre beim Vorschlag die <i>gleichzeitige Vermarktung von biologischen und konventionellen Lebensmittel</i> der gleichen Art möglich. Gerade bei unverpackten Lebensmitteln steigt damit das Risiko von Bio-Verstößen.</p> <p>Es ist ferner beim vorgesehenen Vorschlag nicht klar, worauf sich die 5'000 Kilogramm sowie die 20'000 Franken beziehen. Auf ein unverpacktes Erzeugnis oder auf alle unverpackten Erzeugnisse zusammen? Unabhängig davon, wären die Mengen und Einnahmen viel zu hoch. Bei solchen Mengen und Einnahmen handelt es sich nicht mehr um einen kleinen Betrieb.</p> <p>Laut Art. 35 Abs. 8 der Öko-Verordnung (EU) 2018/848 können die EU-Mitgliedstaaten eine Handhabung ähnlich wie bei Bst. h vorsehen, müssen aber nicht. Falls ein Mitgliedstaat eine solche Handhabung beschliesst, kann dieses auch strengere Regeln festlegen.</p> <p>Es besteht somit auch von Seite der EU kein Muss, den vorgesehenen Bst. h in der Schweiz einzuführen.</p> <p>Aufgrund der obigen Ausführungen (insbesondere Missbrauchspotential) und unter dem Aspekt Täuschungsschutz ist die Zertifizierungspflicht bei unverpackten Bio-Lebensmitteln beizubehalten. Die vorgesehene Buchstabe h ist deshalb zu streichen oder die Kriterien sind so festzulegen, dass das Missbrauchspotential reduziert wird (siehe Alternativvorschlag).</p>
<b>Art. 8</b>	Angleichung der Umstellungsverfahren an die Öko-Verordnung (EU) 2018/848.	<p>Bezüglich der Umstellung gibt es Unterschiede zur neuen Öko-Verordnung (EU) 2018/848. Im Falle von mehrjährigen Kulturen beträgt der Umstellungszeitraum in der EU beispielsweise <i>mindestens drei Jahre vor der ersten Ernte</i> (in der Schweiz zwei Jahre).</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 10 Abs. 3	Den Wortlaut zur Hydrokultur von der Öko-Verordnung (EU) 2018/848 übernehmen: "Hydrokultur, d.h. eine Anbaumethode, bei der die Pflanzen, die natürlicherweise nicht in Wasser wachsen, ausschliesslich in einer Nährstofflösung oder in einem inerten Medium wurzeln, dem eine Nährstofflösung zugegeben wird, ist nicht zulässig."	Die Umstellungsvorschriften sollten an die Öko-Verordnung der EU (wie Anhang II, Teil 1, Ziffer 1.7) angeglichen werden.
Art. 10 Abs. 4	Abs. 4 ist in folgendem Sinne einzuleiten: "Abweichend von Absatz 2 sind die folgenden Verfahren zulässig:"	Der Wortlaut der Öko-Verordnung (EU) 2018/848 (Anhang II, Teil 1, Ziffer 1.2) zur Hydrokultur (Definition) ist klarer formuliert.  Abs. 4 steht im Widerspruch zur Öko-Verordnung (EU) 2018/848 (Anhang II, Teil 1, Ziffer 1.4). Laut der Schweiz soll die Hydrokultur neu u.a. beim Anbau von bestimmten Topfpflanzen möglich sein. Dies stimmt nicht mit der EU überein. In der EU sind bestimmte Topfpflanzen in Abweichung zu Art. 10 Abs. 2 zulässig.  Unter Abs. 2 wird festgelegt, dass die biologische Pflanzenproduktion in lebendigem Boden <i>in Verbindung mit Unterboden und Grundgestein</i> erfolgt. Beim Anbau von bestimmten Pflanzen in Töpfen (Art. 10 Abs. 4 Bst. a) und beim Anbau von Sämlingen oder Setzlingen in Behältnissen für die weitere Umpflanzung (Art. 10 Abs. 4 Bst. b) besteht keine Verbindung mit dem Unterboden und dem Grundgestein und ist somit eine Abweichung zu Art. 10 Abs. 2. Dies hat folglich nichts mit der Hydrokultur zu tun.  Der Einleitungssatz unter Abs. 4 ist im Sinne der Öko-Verordnung (EU) 2018/848 (Anhang II, Teil 1, Ziffer 1.4) anzupassen.

<b>Artikel, Ziffer (Anhang)</b> <b>Article, chiffre (annexe)</b> <b>Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag</b> <b>Proposition</b> <b>Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>
Art. 10 Abs. 5	<p>Die Produktion von Sprossen ist entsprechend der Öko-Verordnung (EU) 2018/848 (Anhang II, Teil 1, Ziffer 1.3) präziser und klarer zu regeln.</p> <p>Es könnte dabei wie folgt eingeleitet werden:            "Abweichend von Absatz 2 ist Folgendes zulässig:..."</p>	<p>Die Bestimmungen zur Produktion von Sprossen sind zu wenig genau.</p> <p>Die Vorschriften der Öko-Verordnung (EU) 2018/848 (Anhang II, Teil 1, Ziffer 1.3) sollten stärker einbezogen werden. Einerseits ist genauer anzugeben, was unter Sprossen verstanden wird ("Sprossen, d.h. Sprossen, Keime und Kresse, die ausschliesslich von den Nährstoffreserven im Saatgut leben"). Andererseits sollte genauer auf das Substrat eingegangen werden.</p>
Art. 16j Abs. 2 Bst. a		<p>Es wird begrüsst, dass die Aromen neu zu den Zutaten landwirtschaftlichen Ursprungs gezählt werden.</p>
Art. 16j Abs. 2 Bst. b	<p>Ergänzung:            "...Aromastoffe, Aromaextrakte, Wasser,..."</p>	<p>Als Aromabestandteile gibt es nebst den Aromastoffen auch die Aromaextrakte. Die Aromaextrakte sollten deshalb bei der Aufzählung der Substanzen ergänzt werden.</p>
Art. 16k Abs. 4	<p>Ergänzung Abs. 4:            "Das BLW informiert die Zertifizierungsstellen und die Organe der kantonalen Lebensmittelkontrolle unverzüglich..."</p> <p>Im Sinne einer Vereinbarung sollte auf der BLW-Webseite unter der Rubrik "Biolandbau" eine Liste mit allen Allgemeinverfügungen veröffentlicht werden (analog den Allgemeinverfügungen zu Lebensmitteln nach dem Cassis-de-Dijon-Prinzip beim BLV oder den LDV-Verfügungen beim BLW).</p>	<p>Die Bewilligung von nicht biologischen Erzeugnissen und Stoffen landwirtschaftlichen Ursprungs aufgrund einer Mangelsituation soll neu im Bundesblatt in Form einer Allgemeinverfügung veröffentlicht werden.</p> <p>Es sollten dabei nicht nur die Zertifizierungsstellen darüber informiert werden, sondern auch die Organe der kantonalen Lebensmittelkontrolle. Dies ist nötig, weil die kantonalen Lebensmittelkontrollen die Bio-Verordnung gemäss Lebensmittelgesetzgebung vollziehen.</p> <p>Es reicht nicht, wenn die Allgemeinverfügungen nur im Bundesblatt veröffentlicht werden. Dies ist für die verschiedenen Player zu wenig übersichtlich. Es ist bedeutend, dass auf der BLW-Webseite eine Liste mit allen Allgemeinverfügungen aufgeschaltet wird.</p>

<b>Artikel, Ziffer (Anhang)</b> <b>Article, chiffre (annexe)</b> <b>Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag</b> <b>Proposition</b> <b>Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>
		<p>Dies wird ebenfalls vom BLV so gehandhabt, und zwar bei den Allgemeinverfügungen in Zusammenhang mit dem Inverkehrbringen eines Lebensmittels nach dem Cassis de Dijon-Prinzip. Siehe dazu die BLV-Homepage <a href="http://www.blv.admin.ch">www.blv.admin.ch</a> &gt; Import und Export &gt; Rechts- und Vollzugsgrundlagen &gt; Cassis-de-Dijon &gt; Gesuche und Allgemeinverfügungen.</p> <p>Auch die Liste der LDV-Verfügungen wird auf der BLV-Webseite unter der Rubrik "Landwirtschaftliche Deklarationsverordnung" veröffentlicht. Dies hat sich sehr bewährt.</p> <p>Durch das Veröffentlichlichen auf der BLV-Webseite erhalten die verschiedenen Player an einem zentralen Ort über alle geltenden und nicht mehr geltenden Allgemeinverfügungen Bescheid.</p>
Art. 16k Abs. 3 und 5	<p>Im Rahmen dieser Revision sind die Kriterien für die Bewilligung oder den Entzug der Bewilligung von nicht biologischen Erzeugnissen und Stoffen landwirtschaftlichen Ursprungs in der Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft festzulegen.</p> <p>Wenn dies nicht erfolgt, sind weiterhin die im Gesuch darzulegenden Punkte (siehe aktueller Art. 16k Abs. 3) unter Art. 16k der Bio-Verordnung anzugeben.</p>	<p>BLW-Bewilligung von nicht biologischen Erzeugnissen und Stoffen landwirtschaftlichen Ursprungs</p> <p>Bisher werden unter dem aktuellen Abs. 3 der Bio-Verordnung die im Gesuch darzulegenden Punkte festgelegt (wie Beleg, dass eine Mangelsituation vorliegt oder dass das Endprodukt nicht anders hergestellt werden kann). Neu wird darauf verzichtet.</p> <p>Neu wird unter Abs. 5 erwähnt, dass das WBF weitere Kriterien für die Bewilligung oder den Entzug der Bewilligung von Erzeugnissen und Stoffen nach Abs. 3 definieren kann. In der Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft ist im Rahmen der Revision diesbezüglich aber nichts vorgesehen.</p>



<b>Artikel, Ziffer (Anhang)</b> <b>Article, chiffre (annexe)</b> <b>Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag</b> <b>Proposition</b> <b>Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>
Art. 20	Angleichung der Kennzeichnungsvorschriften betreffend Umstellung an die Öko-Verordnung (EU) 2018/848 (Art. 10 Abs. 4 und Art. 30 Abs. 3).	<p>Es ist wichtig, dass im Rahmen dieser Revision die Kriterien für die Bewilligung festgelegt werden (z.B. in der Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft). Auf diese Weise kann sichergestellt werden, dass das WBF vollständige Gesuche erhält.</p> <p>Kennzeichnung der Erzeugnisse aus Umstellungsbetrieben: Es ergeben sich Unterschiede bezüglich der Öko-Verordnung (EU) 2018/848 (Art. 10 Abs. 4 und Art. 30 Abs. 3).</p> <p>In der EU dürfen während des Umstellungszeitraums produzierte Erzeugnisse grundsätzlich nicht als Umstellungserzeugnisse vermarktet werden. Ausnahmen diesbezüglich gibt es nur für Pflanzenvermehrungsmaterial und für Lebensmittel oder Futtermittel pflanzlichen Ursprungs. Lebensmittel- oder Futtermittel pflanzlichen Ursprungs dürfen als Umstellungserzeugnis vermarktet werden, sofern das Erzeugnis nur eine landwirtschaftliche pflanzliche Zutat enthält und ein Umstellungszeitraum von mindestens zwölf Monate vor der Ernte eingehalten werden. In der Schweiz dürfen Erzeugnisse aus Umstellungsbetrieben z.B. bereits ab vier Monaten nach dem Umstellungsdatum entsprechend gekennzeichnet werden (Art. 20 Abs. 2 Bio-Verordnung). Die Bestimmungen der Bio-Verordnung sollten an die EU-Anforderungen angepasst werden.</p>
Art. 30a <sup>ter</sup> Abs. 1 und 2	Abs. 2 zu Erzeugniskategorien ersatzlos streichen oder klarere aussagekräftigere Erzeugniskategorien angeben.	<p>Zertifikat Neu werden in Abs. 2 die Erzeugniskategorien festgelegt.</p>

<b>Artikel, Ziffer (Anhang)</b> <b>Article, chiffre (annexe)</b> <b>Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag</b> <b>Proposition</b> <b>Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>
	<p>Werden die Erzeugniskategorien der EU im Grossen und Ganzen beibehalten, so sind unter Art. 4 der Bio-Verordnung mindestens die Begriffe (wie "Pflanzen", "Pflanzenerzeugnisse", "unverarbeitet", "verarbeitet") zu definieren.</p> <p>Im Anhang der Bio-Verordnung oder der Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft eine Vorlage zu einem Zertifikat auführen (siehe Anhang VI der Öko-Verordnung (EU) 2018/848).</p> <p>Sollte die Vorlage des Zertifikats in der Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft zum Zertifikat aufgeführt werden, so ist unter Art. 30a<sup>ter</sup> ein zusätzlicher Absatz nötig, damit beim Zertifikat weitere Kriterien festgelegt werden können. Z.B.:</p> <p>" Das WBF kann weitere Kriterien beim Zertifikat festlegen."</p> <p>Art. 30a<sup>ter</sup> Abs. 1 ergänzen.</p> <p>Wie: "... die Kategorie der Erzeugnisse", "Verzeichnis der Erzeugnisse..."</p> <p>Wird in der Bio-Verordnung auf die Angabe von Einzelheiten beim Zertifikat verzichtet, so sind die detaillierten Anforderungen beim Zertifikat in der Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft z.B. in einem neuen Abschnitt "Zertifikat" festzulegen.</p>	<p>Die Erzeugniskategorien sind z.T. zu wenig klar und aussagekräftig sowie zudem nicht logisch. Man weiss z.T. nicht genau, was konkret für Erzeugnisse unter die einzelnen Kategorien fallen. Was ist beispielsweise unter "Pflanzen" oder "Pflanzenerzeugnissen" zu verstehen (bei Pflanzenerzeugnisse auch Tofu-Produkte)? Was wird unter "übrigen Erzeugnissen" verstanden?</p> <p>Man hat beim Revisionsvorschlag einfach die Kategorien der Öko-Verordnung (EU) 2018/848 übernommen (siehe Art. 35 Abs. 7), nicht aber die Definitionen der EU-Verordnung (siehe Begriffsbestimmungen unter Art. 3 oder Anhang 1).</p> <p>Der Begriff "landwirtschaftlich" bei der Kategorie Bst. c "verarbeitete landwirtschaftliche Erzeugnisse, die zur Verwendung als Lebensmittel bestimmt sind" ist nicht geeignet und sollte deshalb gestrichen werden. Viele verarbeitete Lebensmittel werden nicht als landwirtschaftliche Erzeugnisse angesehen (wie Limonaden, Salatsaucen, Backwaren, Schokolade).</p> <p>Weshalb für Wein eine separate Erzeugniskategorie vorgesehen ist, nicht aber für andere Lebensmittelgruppen (wie Milchprodukte, Pflanzenöle oder Brot und Backwaren), ist nicht nachvollziehbar. Wein könnte auch unter eine andere Erzeugniskategorie eingestuft werden.</p> <p>Es ist hilfreich, wenn in der Bio-Verordnung oder in der Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft ein Muster / eine Vorlage des Zertifikats aufgeführt wird (siehe Anhang VI der Öko-Verordnung (EU) 2018/848).</p> <p>Es ist für ein Zertifikat nicht ausreichend, wenn nur die unter Abs. 2 vorgesehenen Erzeugniskategorien angegeben werden müssen.</p>

<b>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag Proposition Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</b>
		<p>Es sagt nichts über die Produkte / das Sortiment aus. Von der Zertifizierungsstelle sollte direkt im oder begleitend zum Zertifikat ein detailliertes Verzeichnis über die Produkte / Lebensmittel angegeben werden müssen. Diese Anforderung sollte in der Bio-Verordnung oder in der Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft erwähnt werden.</p> <p>Daneben sollte aus dem Zertifikat entnommen werden können, ob die Erzeugnisse biologisch oder in Umstellung sind.</p>

BR 06 Landwirtschaftliche Begriffsverordnung / Ordonnance sur la terminologie agricole / Ordinanza sulla terminologia agricola (910.91)

**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:**

Folgende Begriffe sollen geklärt werden:

«Aquakultur» oder «Nutzfischhaltung» (=Oberbegriff)

«Fischzucht» (Vermehrung, in der CH selten)

«Fischmast» (in CH nahezu alle Betriebe, die in der PRP tätig sind).

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 2 al. 3  Biffer les conditions particulières pour époux, concubins, partenaires	OK	Nous saluons cette modification qui va en direction de plus d'égalité.
Art. 16 al. 4  Souchet pas d'exclusion SAU avec jachère nue	OK	Nous saluons cette modification qui donne une forte incitation pour lutter contre le souchet.
Art. 22 al. 2  Extension cultures fruitières aux vergers figuiers, noisetiers, amandiers, châtaigniers, etc	OK mais sans adaptation du système d'information cantonal de gestion des données	<u>Es ist auf die Einführung von neuen Kulturencodes zu verzichten. Solche Änderungen lassen sich nämlich nicht einfach im Rahmen der jährlichen Wartungsrunden ohne grossen Aufwand umsetzen. Die 'neuen' Obstanlagen sind unter 731 Andere Obstanlagen zu erfassen und nur die Liste der möglichen Obstsorten anzupassen</u>

**BR 07 Ordonnance sur les améliorations structurelles (913.1)**

**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:**

Art. 1 Abs. 1 Bst. d: Wir begrüssen, dass Massnahmen zur Förderung der Tiergesundheit sowie einer besonders umwelt- und tierfreundlichen Produktion gefördert werden sollen.

Generell ist die vorliegende Bereinigung der Struktur mit einem logischen Aufbau zu begrüssen. Die neue Gliederung ist übersichtlich und nachvollziehbar. Vereinfachungen in den Verfahren sind generell sinnvoll und auch notwendig.

<b>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag Proposition Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</b>
Art. 3 Abs. 1	Antrag: Klärung Begriff Finanzhilfeempfänger	Frage: Können neu auch Eigentümer von verpachteten Betrieben Finanzhilfen erhalten? Das Beitragsgesuch muss nicht mehr über den Pächter laufen?
Art. 3 Abs. 2	65 Altersjahr ersetzen durch das Pensionsalter	Eventuell 65. Altersjahr durch Pensionsalter ersetzen, wegen allfälliger Rentenreform.
Art. 5 al. 1	Corriger la syntaxe	La grammaire de la phrase est incorrecte.
Art. 5 Abs. 1	Klärung Eigentum an unterstützten Anlagen	Unklare Formulierung. Diese Vorgabe bezieht sich auf einzelbetriebliche Massnahmen. Art. 5 befindet sich im Kapitel gemeinsame Bestimmungen. Wie ist diese Regelung im folgenden Beispiel zu verstehen? Eine Grundeigentümerge nossenschaft tritt bei einem umfassend gemeinschaftlichen Werk als Bauherr auf, sie übergibt die Werke aber nach Projektabschluss an die Gemeinde.  Siehe auch Frage zu Art. 3: Finanzhilfeempfänger müssen den Betrieb im Eigentum führen aber nicht selber bewirtschaften? Eigentümer von Pachtbetrieben können Finanzhilfen empfangen?

<b>Artikel, Ziffer (Anhang)</b> <b>Article, chiffre (annexe)</b> <b>Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag</b> <b>Proposition</b> <b>Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>
Art. 6 al. 2 let. c	Remplacer 'régions' par 'zones'	Le terme région est général, nous proposons de la remplacer par zone qui est le terme approprié
Art. 6 al. 5	Uniformiser la terminologie	L'alinéa 5 utilise le terme 'occupation menacée du territoire' et l'annexe 1 le terme 'mise en péril de l'occupation suffisante du territoire'.
Art. 7 Abs. 2	Für gemeinschaftliche und umfassende gemeinschaftliche Massnahmen	«umfassende gemeinschaftliche Massnahmen» sind nicht explizit genannt. Sie sind zwar in Art. 13 Abs. 1 Buchst. a erwähnt. Es wäre aber hilfreich, diese hier auch zu nennen.
Art. 10 Abs. 1 lit. a	Klärung der Bedeutung "durch das Projekt verursachte Kosten der amtlichen Vermessung". Übernahme der Anrechenbarkeit der Vermessungskosten gemäss rechtskräftiger SVV. Im bisherigen Art. 15 Bst c ist dies klarer formuliert  Eigenleistungen sind nicht mehr explizit erwähnt, diese sind ebenfalls aufzuführen (Baukosten, inklusive mögliche Eigenleistungen und Materiallieferungen)	Aktuell wird in der SVV Art. 15-1-c bei Landumlegungen die Verpflockung und Vermarkung über das Projekt finanziert, zudem werden gemäss 15-1-e die Nachführungskosten anerkannt.
Art. 10 Abs. 1 lit. d	Mit Lit e ergänzen: Stromanschlussgebühren (Anschluss an das vorgelagerte Verteilnetz) sollten ebenfalls unterstützt werden / Art. 22 Abs. 2 Bst. g wäre somit zu streichen	Warum sind Wasseranschlussgebühren anerkenbar und Stromanschlussgebühren nicht? Beides sind Themen der Grundversorgung.  Bei Bewässerungsprojekten ergibt dies hohe Kosten für die Anschlussgebühr pro Ampere
Art. 10 Abs. 2	In den Erläuterungen ist die Klärung Interessen der Öffentlichkeit – Abzug für Forstwirtschaft oder Natur- und Landschaft ja oder nein genauer und präziser zu umschreiben	Einerseits soll der Natur- und Landschaftsschutz gefördert werden. Andererseits sollen hier bei Anliegen des Natur- und Landschaftsschutzes die anrechenbaren Kosten angemessen reduziert werden? z.B. bei Zufahrt für Unterhalt Biotop oder Wanderweg?

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 11 Abs. 5	Wieso wird dies ausgeschlossen? Gibt es hierzu eine Begründung? Antrag Gleichbehandlung Tiefbau wie Hochbau	
Art. 11 al. 5	Corriger la punctuation	La punctuation est incorrecte.
<b>Kapitel 2 wäre hier Kapitel 3</b>		Die Nummerierung der Kapitel stimmt ab Kapitel 3 nicht.
Art. 13 Abs. 1 lit. b	Anpassung Formulierung: Anstatt landwirtschaftliche Transportinfrastrukturen, "der Landwirtschaft dienende Transportinfrastrukturen"	Die vorgeschlagene Formulierung ist offener und ermöglicht leichter Kombiprojekte mit diversen Interessenzen.
Art. 15 Abs. 1 lit. c	-	Sinnvolle Ergänzung.
Art. 16 Abs. 2 lit. a/c	lit c notwendig	Der Begriff Trockenmauern ist notwendig, da Trockensteinmauern nicht immer ein Teil einer Weganlage sind.
Art. 17 Abs. 1	Aufzählung ergänzen mit Sömmerungsbetrieben Antrag: das Verfahren darf in Zukunft nicht komplizierter sein, als mit der jetzigen Verordnung	Bisher war die tragbare Belastung in Art 8 geregelt – nur für einzelbetriebliche Massnahmen. Nun ist in Anhang 2 explizit für Tiefbau (einzelbetrieblich bis umfassend gemeinschaftlich) definiert, was als schlecht tragbar gilt. Ist das so realistisch/praktikabel? Müssen jetzt neu gemeinschaftliche Massnahmen ebenfalls tragbar sein oder nicht?
Art. 17 Abs. 3	Begriff "wirtschaftlich günstigstes Angebot" überprüfen	Ab dem 1. Januar 2021 gilt das neue Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen. Es erfolgt damit eine Harmonisierung des Beschaffungsrechts auch auf Kantonebene. Die Kantone ziehen mit ihrer Gesetzgebung laufend nach. Mit den neuen Regelungen soll stärker auf Nachhaltigkeit und Qualität, anstatt nur auf den Preiswettbewerb fokussiert werden. Es werden Begriffe wie das "vorteilhafteste Angebot" verwendet. Hier sollten die Begriffe gemäss aktueller Beschaffungsgesetzgebung verwendet werden.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 17 al. 3	Nous proposons de reformuler l'alinéa comme suit : 'Les coûts imputables mentionnés à l'art. 10 al. 1 let. a sont déterminés <u>conformément à la législation sur les marchés publics</u> en vigueur'	Les procédures de gré à gré ou sur invitation ne font pas l'objet d'appels d'offres.
Art. 20 al.1	La notion de planification prospective nécessite une clarification	La condition d'une planification prospective des ressources en eau est très générale. Il faut la préciser. Quelle est la nature et l'ampleur d'une telle planification ?
Art. 20 Abs. 2	Antrag: Der Ausbau oder Erweiterung von bestehenden Anlagen muss weiterhin möglich sein	Der Neubau von Anlagen zur Entwässerung kann nur noch verbunden mit Bodenaufwertungen zur Qualitätssicherung von FFF unterstützt werden.
Art. 22 al. 2 let. b	Nous proposons le texte suivant : 'Les coûts résultant de prestations de l'ingénieur, direction locale des travaux comprise, non conforme à la réglementation de la SIA' 'Les coûts résultants de modifications non approuvées du projet'	La formulation laisse beaucoup de place à l'interprétation subjective avec les termes 'planification manifestement négligente' et 'gestion lacunaire'
Art. 22 Abs. 2 lit. g	Siehe Bem. Art. 10	Wieso ist eine Unterstützung bei den Wasseranschlüssen möglich? Bei Elektrizitätsversorgungen nicht?
Art. 22 Abs. 4	Überprüfung des 8-fachen Ertragswerts als richtige Messgrösse Ev. wären hier Pauschalen wie bei PWI geeigneter Gilt das auch bei Hangsicherungen (schlechtere Böden, aber ev. Sicherung von oberliegenden Strassen etc.)?	Im Hügel und Berggebiet sind mit dieser Regelung (8-facher Ertragswert) praktisch keine Beiträge auslösbar. Diese Regelung gilt bereits bei Unwetterwiederherstellungen (KS 5/2006). Auch wenn der Ertragswert im Berggebiet nicht mit den FFF des Talgebiets vergleichbar ist, sind Schäden oftmals von existenzieller Bedeutung. Man könnte, um es zugespitzt zu formulieren, die Berggebiete auch gleich aus den Beitragsleistungen ausschliessen.



Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 23 Abs. 1 lit. d	Suonen 100/m Fr oder 20'000Fr/ ha bewässerte Fläche	
Art. 23 Titre	<p>Modifier le titre par 'Coûts imputables maximaux'</p> <p>Nous proposons le texte suivant 'Les coûts imputables maximaux au titre de la remise en état périodique visée à l'art. 16 al. 2 sont les suivants' plutôt que 'Les coûts maximums suivants sont imputables au titre...'</p>	<p>Les coûts imputables sont définis à l'article 10. Ils comprennent entre autres les coûts de construction et les coûts de l'ingénieur. Le texte de cet alinéa manque de clarté.</p>
Art. 23 Abs. 3	Antrag: überprüfen Begriff Baukosten / die Ingenieurkosten müssen weiterhin enthalten sein	<p>«Sind die anrechenbaren Kosten höher als die effektiven Baukosten, werden sie entsprechend reduziert».</p> <p>Ausserdem steht nun explizit «Baukosten». Ingenieurkosten zählen da nicht mehr mit (bisher aber schon?). Für PWI Drainagen ist Begriff «Baukosten» unpassend.</p>
Art. 43 Abs. 3-4	« ... al. 1, let. a et c » : à quoi se réfèrent ces renvois ?	
Art. 44 Abs. 2	Sömmerungsbetrieb ergänzen	Sömmerungsbetriebe fehlen.
Art. 50 Abs. 1 lit. a	Was bedeutet «tangiert»? Bei BLN oder Wanderwegen sollte nur dann eine Stellungnahme notwendig sein, wenn durch das Projekt oberflächlich Änderungen (insbesondere Belagstyp) vorgenommen werden zum bisherigen Zustand	<p>Gemäss den Erläuterungen wurde in der Botschaft zur AP 2002 festgehalten, dass Projekte dem BLW nicht zur Stellungnahme unterbreitet werden müssen, welche die Bundesinventare nur unwesentlich tangieren. Wieso gilt das nur für den Hochbau? Ein PWI Drainagen in einem BLW Gebiet müsste zum Vorbescheid eingereicht werden?</p> <p>Begriffe im Tiefbau und Hochbau sind gleichzusetzen.</p>
Art. 50 al. 2 let. a	Nous proposons de supprimer le texte 'ou si le calendrier de l'exécution des travaux ne peut être déterminé'	<p>La demande de renseignement peut être faite au début d'un projet. La condition liée au calendrier de l'exécution des travaux paraît superflue.</p>
Art. 50 Abs. 2 lit. b	Ergänzen: eines Vorbescheides mit den vorgesehenen Auflagen und Bedingungen sowie den Bundesbeiträgen, wenn ein Vorprojekt mit Kostenschätzung vorliegt;	Für die Bauherrschafft ist es von zentraler Bedeutung im Rahmen eines Vorbescheides über die Unterstützung aufgeklärt zu werden, um die weiteren Schritte einleiten zu können.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 50 al. 1 let. b	Corriger	Il y a deux fois l'alinéa b.
Art. 52 Gesuchsunterlagen	Baubewilligung: in den Erläuterungen mit rechtskräftiger kantonale Verfügung zu ersetzen	In den Erläuterungen steht, es müsse die Baubewilligung hochgeladen werden. Es gibt nicht baubewilligungspflichtige Massnahmen. Da kann keine Baubewilligung eingereicht werden, da nicht vorhanden. Anstelle einer Baubewilligung genügt eine rechtskräftige kantonale Verfügung. Dies ist in den Erläuterungen zu ändern oder zu ergänzen.
Art. 52 al. 3	Remplacer 'pour les mesures de génie civil' par 'pour les mesures de génie rural'	La norme SIA 406 traite du génie rural.
Art. 53 al. 4	Supprimer la phrase: 'Il fixe des délais pour la réalisation du projet'	L'OFAG ne peut fixer lui-même des délais pour la réalisation du projet car il ne conduit pas le projet.
Art. 53 Abs. 4	Das BLW legt für die Einreichung der Abrechnung Fristen fest. Antrag: Das sollte wie bisher der Kanton machen.	
Art. 56 Abs. 4	Streichen.	Abs. 4 ist unklar und führt nur zu administrativen Mehraufwänden, Diskussionen aufgrund unnötiger Regelungen und ist mit dem Vorbehalt des Subventionsrechts (Abs. 3) vollends verwirrend. Artikel dieser Art bedingen später wiederum einer Klärung mit einem Kreisschreiben, das sollte vermieden werden. Ohne Genehmigung BLW gibt es ja keine Beiträge (siehe Abs. 5 respektive Abs. 4 alt) Was ist mit den nichtbaulichen Massnahmen gemeint? Planungsarbeiten? Ist das sinnvoll, dass hierfür das ok des BLW vorliegen muss.
Art. 57 Abs. 3	Mehrkosten 100'000 oder mehr als 20 %	Ist nicht klar, mit «oder» ist dies klar formuliert.
Art. 57 al. 4	Remplacer 'le projet doit être réalisé dans les délais fixés par la Confédération' par 'la demande de solde doit être déposée dans les délais fixés par la Confédération'	L'OFAG fixe des délais pour le paiement final. Il ne peut pas fixer des délais de réalisation car il ne conduit pas le projet.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 58	Distinguer les projets partiels lors de la réalisation et de mise en œuvre de projet de développement régionaux	<u>La limitation du versement des 20% lors du décompte final pose de sérieux problèmes lors de la mise en œuvre de projets de développement régionaux. Les projets partiels doivent pouvoir être soldés à 100% dès l'approbation du décompte finale du projet partiel. Ce point est primordial pour assurer les liquidités des porteurs de projets qui ne peuvent attendre 6 ans avant de recevoir les contributions promises.</u>
Art. 59	Dieser Artikel ist genauer zu definieren	Alter Artikel (Art. 38) massiv gekürzt. Steht nur noch «sachgemäss». Für die Ökologie ist das nicht mehr näher präzisiert.  Was passiert, wenn Unterhalt/Bewirtschaftung nicht gemacht wird, die Frist für Rückerstattung aber schon abgelaufen ist? Dazu steht immer noch nichts in der SVV.
Art. 60 Abs. 2		Buchstabe d, e und f passen grammatikalisch nicht zum Wort «wenn:», das vor der Aufzählung steht.
Art. 63 Abs. 3	Es zu ergänzen, dass man bei PWI auf Rückforderungen verzichten kann	in altem Art 37. Abs. 2bis war drin, dass man auf Rückforderung von PWI Beiträgen verzichten kann. Das fehlt nun.
Art. 65	Zweckentfremdung begründen und definieren  Aufzählung darf nicht abschliessend sein	Es fehlt ein Artikel, der definiert, was Zweckentfremdung ist. Art 65. Abs. 1 wirkt hier für mich fehl am Platz. War früher in Art 35 «Zweckentfremdung und Zerstückelung» drin. Aufzählung ist abschliessend! Es gibt ab und zu Ausnahmen.
Art. 66	Siehe Kommentar Art. 68	
Art. 67	Zerstückelungsverbot ist zu begründen und zu definieren	Ab wann gilt Zerstückelungsverbot? Früher stand «ab Erwerb».
Art. 68	Aufzählung darf nicht abschliessend sein hier ist «Massgebend für die Höhe» (Abs. 4) vor «Erteilt der Kanton eine Bewilligung gestützt auf Artikel 67 ...» (Abs. 6). Bei Art. 66 (Zweckentfremdung) ist das genau umgekehrt. Dies sollte einheitlich aufgebaut sein.	Aufzählung ist abschliessend!

<p>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</p>	<p>Antrag Proposition Richiesta</p>	<p>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</p>
<p>Art. 69</p>	<p>Einiges, was bisher unter der Definition «Zweckentfremdung» lief, steht nun hier... War das früher falsch oder ist es jetzt falsch?</p>	
<p>Annexe 5</p>	<p>Aides financières accordées pour les bâtiments d'exploitation destinés aux animaux consommant du fourrages grossiers</p>	<p><u>Les forfaits appliqués doivent être revus à la hausse, les coûts des constructions actuelles ont fortement augmenté ces dernières années avec près de 30% d'augmentation.</u> <u>Les forfaits alloués pour les constructions rurales n'ont plus été adaptés. Le Canton du Valais demande par conséquent une adaptation significative des aides allouées pour les constructions et les adaptations de ruraux. Les aides actuellement allouées sont clairement trop faibles.</u></p>
<p>Annexe 7</p>	<p>2.2. Réduction de la pollution à remplacer par mesures environnementales</p>	
<p>Annexe 7</p>	<p>Les contributions pour les aires de remplissage et de lavage sont clairement en dessous des coûts réels de construction liés aux infrastructures imposées par les services de la protection de l'environnement</p>	<p>Des exemples concrets démontrent pour des cultures spéciales des besoins en investissement de près de 500'000.- à 600'000.- pour la mise en œuvre de système collectif. Les contributions de 100.-/m2 ne répondent par conséquent pas aux besoins réels des cultures spéciales.</p>
<p>Annexe 7</p>	<p>Nous proposons d'augmenter significativement cette contribution pour encourager la plantation de cépage résistants aux maladies de la vigne. Avec comme corollaire un gain environnemental</p>	<p>La contribution de 10'000 Fr./ha pour planter des cépages résistants est très faible. Avec ce montant l'incitation à planter des cépages sera très limitée. Un renouvellement de capital plant nécessite un investissement de près de 140'000.-/ha.</p>
<p>Annexe 7 ch. 2.1</p>	<p>Certains projets de construction ou de transformation de bâtiments d'élevage sont refusés à cause du non-respect des distances minimales OPair. La mise en place d'un dispositif d'épuration des effluents gazeux s'avère souvent disproportionnée en termes financiers et d'exploitation. Un soutien par une contribution financière ou un crédit d'investissement pourrait améliorer la situation</p>	

<b>Artikel, Ziffer (Anhang)</b> <b>Article, chiffre (annexe)</b> <b>Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag</b> <b>Proposition</b> <b>Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>
Annexe 7 ch. 2.1	Prévoir une place dans le tableau des mesures pour les mesures de l'OPair 2024 sur l'épandage des engrais de ferme liquides à l'aide de pendillard	Afin d'encourager les exploitants à se mettre rapidement en conformité vis-à-vis de l'OPair (annexe 2 ch. 55), un crédit d'investissement pourrait être envisagé.
Annexe 7 ch. 2.1 et 2.2	Un soutien pour l'achat de machines en commun et permettant de préserver l'environnement est à ajouter à l'annexe 7	Les coûts en machines sont élevés. <b>Une incitation à l'achat de machines en commun pour des machines permettant de préserver l'environnement</b> serait une mesure à intégrer dans ce train d'ordonnance.

**BR 08 Ordonnance sur les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture (914.11)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

**BR 09 Ordonnance sur l'importation et l'exportation de légumes, de fruits et de plantes horticoles (916.121.10)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

**BR 10 Ordonnance sur le vin (916.140)**

**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:**

Es wird sehr begrüsst, dass die Isotopendatenank für Weine (insbesondere 18O/16O) nun in der Weinverordnung verankert wird. Die jährliche Durchführung der Probenerhebung von Trauben an verschiedenen Standorten der Schweiz, die Vinifizierung dieser Trauben, sowie die Bestimmung der Isotopenverhältnisse in den so erhaltenen Weinen, ist ein sehr wichtiges und effizientes Hilfsmittel im Kampf gegen Betrug bei den Bezeichnungen der Herkunft von Weinen. Da die Isotopenverhältnisse (18O/16O) jedes Jahr je nach den klimatischen Bedingungen ändern, ist die entsprechende Datenbank jährlich zu ergänzen.

<b>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag Proposition Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</b>
Art. 27a <sup>bis</sup>  Rendement maximal de vinification des vins suisses	OK	L'introduction de ce rendement maximal est indispensable pour une traçabilité efficiente des vins suisses et participe à leur qualité et leur authenticité. Le maintien des apports de vendange en masse (kg) plutôt qu'en volume (L) est une bonne chose, les quantités de vendange étant plus facilement quantifiables pour l'encaveur en kilos qu'en litres. Il est cependant indispensable d'avoir un facteur de conversion entre les kg de raisins et les litres de vin en cave et mis sur le marché. Ce taux de conversion est maximal et techniquement difficilement atteignable. La possibilité laissée aux cantons de fixer une rendement maximal inférieur au taux défini dans l'ordonnance fédérale est nécessaire afin de pouvoir adapter ce taux de conversion aux spécificités des divers cépages. L'OFAG utilise déjà ce taux de conversion, actuellement le rapport de vendange du canton du Valais est transmis à l'OFAG en kg. L'OFAG émet un rapport vendange en litres avec un taux de conversion de 0.8.
Art. 35a let. g et 35b  Banque de données isotopiques des vins suisses	OK	L'analyse isotopique des vins est un outil indispensable pour le contrôle des vins suisses contre la fraude et la tromperie du consommateur, notamment dans la commercialisation de vins étrangers ou suisses coupés avec du vin étranger sous un étiquetage de vin suisse. La méthode d'analyse existe depuis longtemps et est utilisée pour le contrôle de la provenance d'autres denrées alimentaires, en particulier les fruits.



<b>Artikel, Ziffer (Anhang)</b> <b>Article, chiffre (annexe)</b> <b>Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag</b> <b>Proposition</b> <b>Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>
		<p>L'inscription de cet outil dans l'ordonnance fédérale permet de le pérenniser au-delà de la phase test qui s'achève en 2022 en définissant les organismes responsables de l'actualisation et de la gestion des données ainsi que des échantillons de référence.</p>

BR 11 Ordonnance sur la santé des végétaux (916.20)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

--	--	--

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

**BR 12 Ordonnance sur les aliments pour animaux (916.307)**

**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:**

Art. 42, 44, 46 und 47: Wir begrüssen die Umbenennung "Landwirtschaftsbetrieb" in "Betriebe der Primärproduktion", da somit klar ist, dass auch Fischzuchten und Insektenproduktion dazu gehören.

<b>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag Proposition Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</b>
Art. 42, 44, 46, 47		Wir begrüssen die Umbenennung "Landwirtschaftsbetrieb" in "Betriebe der Primärproduktion", da somit klar ist, dass auch Fischzuchten und Insektenproduktion dazu gehören

## BR 13 Tierzuchtverordnung / Ordonnance sur l'élevage / Ordinanza sull'allevamento di animali (916.310)

### Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Le Canton du Valais salue la proposition de soutenir la préservation des races suisses. Les races indigènes ont une importance culturelle et touristique en montagne. De plus, les races indigènes sont souvent mieux adaptées au pâturage en montagne et à l'estivage, ce qui plaide encore plus en faveur du soutien de ces races. Le Canton est donc particulièrement heureux de l'introduction d'une nouvelle contribution à l'UGB. L'objectif d'inciter plus fortement les paysans à détenir et préserver ces races est plus que souhaitable si la Suisse veut maintenir une biodiversité chez les animaux de rente. L'enveloppe prévue à cet effet est un bon début qui permet d'ancrer le principe de ce soutien. Toutefois, le pas franchi demeure trop court et en reste au niveau du « remerciement » plutôt que d'atteindre l'objectif d'une réelle incitation ; une incitation qui devrait viser à mieux réduire l'écart économique entre races autochtones et races « mondialisées » aux performances économiques très élevées. C'est à ce prix que les cheptels de races suisses pourront vraiment perdurer.

Nous invitons le Conseil fédéral à un créer un budget spécifique de préservation qui permette aux races autochtones suisses d'enrayer réellement leur déclin, tout en maintenant les acquis actuels des chevaux Franches-Montagnes.

Il s'agit donc d'augmenter fortement les taux de contribution visés dans le projet à 3.9 millions de francs qui nous est soumis aujourd'hui. Ce budget n'est de loin pas suffisant. L'heure devient grave et pour maintes de nos races autochtones, le temps est désormais compté ! Pour être efficaces, les soutiens doivent atteindre le plus vite possible un montant de l'ordre de Fr. 1'500.- par UGB à statut « critique » et de Fr. 1000.- par UGB à statut « menacé ». La Suisse peut se le permettre.

Le projet ne tient toutefois pas compte du mandat du Parlement (cf. no. 21.3229 « Préservation des races indigènes d'animaux de rente »), selon lequel les animaux qui revêtent une importance particulière pour une région sur le plan agricole, touristique, culturel et identitaire doivent bénéficier d'un soutien particulier. Pour le tourisme de montagne, il est particulièrement important de promouvoir spécialement les races marquantes, car elles font partie du paysage culturel qui fait l'originalité touristique des régions concernées. De plus, de nombreuses traditions sont liées à ces animaux, qui donnent aux villages une identité culturelle et une cohésion. Nous vous demandons donc de tenir compte de ce critère lors de l'attribution des contributions.

BR 14 Ordonnance sur le bétail de boucherie (916.341)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

BR 15 Ordonnance sur le soutien du prix du lait (916.350.2)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

--	--	--

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

BR 16 Verordnung über die Identitas AG und die Tierverkehrsdatenbank / Ordonnance relative à Identitas SA et à la banque de données sur le trafic des animaux / Ordinanza concernente Identitas AG e la banca dati sul traffico di animali (916.404.1)

**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:**

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 25 al. 5  Inscription par BDTA de demandes cantonales	OK	Wir begrüßen, dass der Veterinärdienst bei der Identitas eine Berichtigung von Daten einfordern kann.
Art. 39 al. 1  Distribution par BDTA de données animaux non anonymisées	OK	
Art. 54  Accès cantons aux données e-transit (documents électroniques)	OK	Wir begrüßen die Umformulierungen in Art. 54 damit die kantonalen Kontrollbehörden alle elektronischen Begleitdokumente einsehen können, dies auch ohne dass sie den Schlüssel für das einzelne Dokument beschaffen müssen. Einsicht in die e-Transit Daten ist eine wichtige Grundlage für die Kontrolltätigkeit und die Rückverfolgbarkeit des Tierverkehrs in Seuchenfällen.
Annexe 1  Indication de la couleur uniquement pour ovins	OK	

<b>Artikel, Ziffer (Anhang)</b> <b>Article, chiffre (annexe)</b> <b>Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag</b> <b>Proposition</b> <b>Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>
Annexe 2  Augmentation émoluments d'env. 50% ainsi que diverses autres augmentations	OK	
Art. 29b  Pas double auriculaire pour chèvres	OK	



BR 17 Ordonnance sur les routes nationales (725.111)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

BR 18 Ordonnance sur le service civil (824.01)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

WBF 01 Ordonnance du DEFR sur l'agriculture biologique (910.181)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Erläuterungen zu Art. 3 Abs. 1 Bst. c	Folgenden Satz streichen: "Die in biologischen Lebensmitteln verwendeten Aromen müssen nicht biologisch sein".	Folgender Satz ist nicht nachvollziehbar: "Die in biologischen Lebensmitteln verwendeten Aromen müssen nicht biologisch sein".
Art. 3 Abs. 1 Bst. c	Korrektur Artikelverweis zur Aromenverordnung: "... die nach Artikel 10 Absatz 4 Buchstaben a-c der Aromenverordnung..."	Der Satz ist ein Widerspruch zu Art. 16j Abs. 2 Bst. a der Bio-Verordnung. Dort wird neu erwähnt, dass Aromen zu den Zutaten landwirtschaftlichen Ursprungs gezählt werden, was nachvollziehbar ist. Nicht biologische Aromen wären somit im Anhang 3 Teil C (nicht biologische Zutaten landwirtschaftlichen Ursprungs) dieser Verordnung aufzuführen. Dies erfolgt nicht.  Auch steht unter Art. 16 der Öko-Verordnung (EU) 2018/848, dass in den Rechtsakten nicht die Möglichkeit vorgesehen werden darf, Aromastoffe oder Aromaextrakte zu verwenden, die weder natürlich noch biologisch sind.
Art. 3e	Art. 3e streichen. Die Kennzeichnungsvorschriften zu Aromen nicht in dieser Verordnung, sondern in Kapitel 3 (Kennzeichnung) der Bio-Verordnung unter Art. 18, zum Beispiel nach Absatz 1, aufzuführen.	Der Verweis auf Art. 10 der Aromenverordnung wird nicht richtig angegeben.  Neu werden besondere Kennzeichnungsvorschriften für Aromen aufgeführt.

<b>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag Proposition Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</b>
		<p>Bisher werden sämtliche Kennzeichnungsbestimmungen im Zusammenhang mit Bio in der Bio-Verordnung aufgeführt. Dies sollte weiterhin so erfolgen. Auf diese Weise bleiben sämtliche Aspekte der Kennzeichnung zusammen, was transparenter und verständlicher ist. Auch in der Öko-Verordnung (EU) 2018/848 wird dies so gehandhabt (siehe Art. 30).</p>

**WBF 02 Verordnung des WBF über die Hygiene bei der Primärproduktion / Ordonnance du DEFR concernant l'hygiène dans la production primaire / Ordinanza del DEFR concernente l'igiene nella produzione primaria (916.020.1)**

**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:**

Le risque de contamination en allergène du produit final est certainement très faible. Une exigence supplémentaire dans ce domaine pour les exploitants agricoles doit être prouvée par des résultats de recherches mettant en évidence que ces poussières d'allergènes dans les conteneurs ont réellement un impact sur le produit final. L'agriculteur va ainsi porter la responsabilité de la présence même minime d'allergène. Un consommateur pourrait ainsi se retourner contre un agriculteur pour non-respect de cette législation?

Wir schlagen darum vor, den handlungsspielraum der Schweiz zu nutzen und auf die Übernahme dieser Regelung zu verzichten.

<b>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag Proposition Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</b>
Art. 1 et 2 al. 1bis  Véhicules et conteneurs pour récolte, transport et entreposage produits allergènes (lait, œufs... ; blé, seigle, orge, avoine, noisettes, noix, céleri, moutarde sésame, lupins,...) à nettoyer et contrôler avant utilisation pour autres produits	Biffer l'art. 1 et 2 al. 1bis : Nous sommes très sceptique sur cette nouvelle exigence.	Existe-il des études scientifiques prouvant que ce mode de contamination extrêmement faible jusqu'au final toute la récolte est encore mélangée a réellement un risque allergique ?  Cette charge en travail supplémentaire pour l'agriculteur, pour le contrôleur, pour le canton, etc. doit absolument être justifiée scientifiquement au bout de la chaîne alimentaire pour permettre l'introduction de ce nouvel article.

**WBF 03 Ordonnance du DEFR sur le service civil de remplacement (824.012.2)**

**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:**

<b>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</b>	<b>Antrag Proposition Richiesta</b>	<b>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</b>

**WBF 04 Ordonnance de l'OFAG sur les aides à l'investissement et les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture (913.211)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

